L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI 30 JUILLET 1878.

La quarantaine contre la Nouvelle-Orléans.

Le village de Franklin.

Franklin, Louisiane, 29 juillet.—Le conseil municipal de Franklin a établi aujourd'hui une quarantaine contre la Nouvelle-Orléans et toutes les autres villes infectées, à partir de demain, 30 juillet. On permettra aux bateaux de débarquer la malle et les provisions seulement. Les passagers seront détenus douze jours à la station.

Galveston, 29.—Le Bureau de Santé, aujourd'hui, a résolu d'établir une quarantaine contre la Nlle-Orléans et d'autres ports infectés, par terre aussi bien que par mer. Dorénavant les trains seront arrêtés à la station Highland et les passagers venant d'un endroit infecté seront détenus.

Le steamer Harlan, de la ligne de Morgan, arrivant de la Nouvelle-Orléans, n'a pas pu passer et est retourné à Morgan City.

La condition sanitaire de la ville est excellente, grâce aux mesures énergiques adoptées par les autorités.

Le comité d'enquête sur les fraudes électorales.

Témoignage de J. D. Palmer.

New-York, 29 juillet.—Messieurs Potter et Hiscock, du comité d'enquête, ont interrogé l'ex-gouverneur J. D. Palmer, aujourd'hui.

Le plan du Bureau était de mettre de côté toutes les paroisses contestées pour prendre d'abord les paroisses non contestées. Le 28 novembre, le témoin a demandé au Bureau de lui donner le résultat dans chaque paroisse à mesure que les retours étaient compilés, mais le Bureau n'a pas voulu avant d'avoir complété le dépouillement. Des protestations ont été enregistrées après que les retours avaient été enliassés et les démocrates ont déclaré que ce n'était pas légal.

Il a demandé une fois à M. Wells la permission d'entrer dans la chambre des compilations. Il croit que quelques uns des visiteurs républicains pouvaient pénétrer dans cette chambre. Il croit notamment en avoir vu sortir M. Hale.

On s'est plaint souvent sans succès des procédés du Bureau des Retours. Le témoin voyait fréquemment les visiteurs républicains. Il a entendu M. Ascher déclarer que le juge Levissee avait dit que l'élection était une fraude et qu'il voterait pour Tilden si on lui offrait cent mille piastres.

M. Palmer a dit que Packard à cause de ces antécédents en Louisiane était détesté généralement.

Si l'on demandait au témoin ce qu'il pensait de l'élection en Louisiane, il répondrait qu'elle n'a pas été légale.

Le sentiment du peuple était que Tilden et Nicholls avaient été élus. Il n'a entendu parler d'aucune poursuite judiciaire à l'égard des personnes accusées d'avoir commis l'outrage de Pinkston.

Il a dit à Wells et à Anderson que les électeurs de Tilden avaient été élus, mais qu'on pourrait arriver à une différente conclusion en examinant la question sous un autre point de vue; seulement, il fallait que la conclusion différente fut basée sur des preuves satisfaisantes.

Le témoin a pu se convaincre que l'outrage de Pinkston avait été réellement commis.

Il a dit à Kellogg que si pareille chose avait eu lieu dans l'Illinois il aurait fait punir les coupables, ou il aurait quitté l'Etat.

Il croit que le peuple aurait accepté le gouvernement de Packard s'il avait pensé qu'il était loyalement élu.

Après avoir répondu à quelques autres questions sans importance réelle, le gouverneur Palmer a clos son témoignage, et le comité s'est ajourné jusqu'au 12 août, à moins d'être convoqué plus tôt par le président Potter.

Les troubles à la frontière.

Déprédateurs Mexicains.

Galveston, 29.—Une dépêche spéciale de San Antonio au News, dit que d'après des informations officielles, le gouvernement mexicain organise des forces irrégulières à la frontière, composées d'indiens et de bandits mexicains, pour résister aux Américains s'ils s'avisaient de nouveau d'envahir le territoire, à la poursuite des pillards.

Les individus les plus notoires comme déprédateurs ont reçu des commissions du gouvernement mexicain. Orcalda, un de ces hommes, commande une compagnie près de Newtown, sur le côté mexicain. Les indiens Kickapoos ont été enrôlés pour défendre la ville de Saragosse. Les relations amicales entre les officiers américains et mexicains ont cessé presque complètement.

Le Porvenier, journal mexicain, publié à Piedras Negras, annonce que le colonel Nuncio a une force suffisante pour détruire les Gringos.

Les ordres de Washington, à l'effet de poursuivre les maraudeurs mexicains n'ont pas été modifiés.

Les révolutionnaires.

Une dépêche spéciale de Brownsville au News porte que le 29 de ce mois, Jose Macir Amador, Miguel Palacio, Pedro Martinez et Estimalio Martinez, chefs révolutionnaires, avec 300 hommes ont attaqué le village de Real de Cotorez, Mexique, et ont été repoussés.

Amador et Policio ont été tués et Estimadio Martinez blessé.

Le général Escobedo est arrivé à Monrey le 23 et a été enfermé au palais Del Gobierno. Il est traité avec courtoisie et est logé convenablement.

On pense qu'il arrivera bientôt à Matamoros, en route pour la ville de Mexico par le steamer de Veracruz.

Passes.

Port Eads, 29—Léger vent d'est. Temps couvert. Arrivée, la goëlette F. L. Richardson, en 9 jours de Matanzas.

FLEUVE ET RIVIÈRES.

St-Louis, 29—Parti, le Grand Lake, pour la Nlle-Orléans. Le fleuve est stationnaire, 17 pieds 8 pouces au-dessus des eaux basses. Temps couvert et chaud.

En conséquence de la fièvre jaune à la Nelle-Orléans et l'établissement de quarantaines dans presque tous les ports au dessous de Caire, le capitaine Scudder annonce que la ligne Anchor n'expédiera plus qu'un bateau par semaine jusqu'à nouvel ordre.

Vicksburg, 29.—L'éclipse a commencé à 4:31 20'. A 5:41 8' elle était presque totale, et elle a fini à 6:40 38', heure de Washington.

Vicksburg, 29.—Temps magnifique. Thermomètre 94. Le fleuve a baissé de 10 pouces.

Descendant, Pargoud à 5 p. m., Paris C. Brown à 8 p. m. Arrivé, Yazoo Valley à 7 p. m.

Memphis, 29—Fleuve 13 pieds 5 pouces. Arrivé, le Commonwealth de la Nlle-Orléans. Beau temps.

Cincinnati, 29—Rivière, 6 pieds 4 pouces—baissant. Temps pluvieux et chaud.

Pittsburg, 29—Rivière, 2 pieds 3 pouces et monte. Temps chaud avec averses.

Caire, 29—Parti, City of Vicksburg. Fleuve, 16 pieds 11 pouces et baisse. Temps clair et chaud.

Evansville, 29—Temps couvert et chaud. Rivière, 5 pieds et baisse.

Louisville, 29 — Temps couvert et chaud; la rivière baisse, 4 pieds 10 pouces dans le canal.

Shreveport, Lne., 29.—Arrivé, le Danube de la Nouvelle-Orléans. Temps couvert et pluie toute la journée. La rivière a baissé de 10 pouces.

Marchés étrangers.

Londres, 29, 1:30 P. M. — Consols, 95 1/8.

Paris, 29, 1:34 P. M.—Rentes 113 fr. et 37 1/2 c.

Liverpool, 29, 2 P. M. — Coton—Uplands, Low Middling calme, nouvelle récolte, expédié novembre et décembre, par voilier 6 3/16d, décembre et janvier 6 3/8d.

Londres, 29, 2:30 P. M.—Erie 18 5/8.

Londres, 29, 3 P. M.—Erie 18 1/2. 3:30 P. M.—Erie 18 3/4.

Liverpool, 29—Futurs plats, uplands low middling clause, livraison en juillet et août 6 11/32d.

Argent, Stocks, Etc.

New-York, 29 Midi.— Stocks, irréguliers; argent 1 1/2 à 2, or 1 1/2; change long, 4.82, court 4.85 1/4; bons d'Etat fermes; Gouvernements calmes.

New-York, 29 au soir—L'argent est facile à la clôture 1 1/2 à 2; le change à 4.81 1/2; l'or à 100 1/2. Gouvernements fermes, nouveaux 5 107 3/4; bons d'Etat calmes.

Marchés américains.

New-York, 29, midi.—Coton ferme; Middling Uplands 11 11/16, Orléans 11 13/16; ventes 2970.

[illegible] de Bladon [illegible] deaux est ouverte depuis le 1er mai à la délicieuse résidence d'été qu'on appelle les Sources de Bladon. On sait que ses sources, pour leurs propriétés curatives, ont mérité le surnom de Vichy américain. Leurs effets bienfaisants dans les affections du foie et des reins, les rhumatismes et les maladies du sexe féminin ont été éprouvés par des milliers de personnes. L'air de Bladon est, d'ailleurs, pur et vivifiant, l'établissement étant situé sur un plateau élevé dans un pays boisé et ondulé. Beaucoup de visiteurs s'y rendent simplement pour leur agrément. La source est entourée de beaux arbres qui donnent de l'ombrage à tous les moments de la journée, et il y a dans le voisinage des bois qui offrent de charmantes promenades.

On se rend à Bladon par le chemin de fer jusqu'à Mobile et de là par des bateaux à vapeur qui partent de cette ville les mardis et les samedis.

Le prix du passage pour l'aller et le retour est de $17. On paie pour la pension avec l'usage des eaux de la source $40 par mois ou $12 50 par semaine.

On peut obtenir des informations détaillées en s'adressant à MM. J. Connell & Co., Bladen Springs, Choctaw Co., Alabama, ou à leur agent à la Nouvelle Orléans, M. I. L. Lyons, coin Camp et Gravier.

BULLETIN FINANCIER.

Lundi soir, 29 juillet 1878.

Comptoir d'Echanges (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances.
27 Juillet	792,175 21	114,682 00
29 Juillet	1,006,236 83	58,6[illegible] 86
Jusqu'ici cette semaine	$1,790,502 04	$169,320 86
Même temps la semaine dern.	1,499,191 38	120,823 09
Total la semaine dernière	4,489,343 78	680,041 77
Total la semaine précédente	3,945,597 89	946,658 45

Le marché monétaire s'est maintenu calme et facile aujourd'hui.

L'or n'a pas varié, tandis que le change étranger par suite d'une faible demande, a éprouvé une légère dépréciation. Il s'y est fait peu d'opérations.

Le change à vue, sur New-York, n'a pas fléchi.

Les actions étaient calmes et sans nouveau trait.

Les bons consolidés de l'Etat étaient calmes et plus réduits; à l'ouverture ils étaient cotés à 73 1/2 à 74 et ont graduellement fléchi. A trois heures ils étaient à 72 3/4 à 73 mais subséquemment, à 4 heures ils ont clos à 73 à 73 1/4. Vendeur 30, au premier bureau 73 à 73 3/4, au second 72 1/2 à 73 1/4 et à la fin —— à 73 1/4.

Les bons à prime étaient plus fermes, fermant à 32 5/8 à 32 7/8, contre 32 5/8 à 32 3/4 samedi. Les privilèges sur les numéros ont ouvert à 5/8 à 7/8 pour cent et fermé à 3/4 à 1.

Les bons consolidés de la ville ont été offerts à 36, et 34 en étaient demandés.

Les bons des waterworks de la ville étaient offerts à 38 1/2; pas d'offres.

Il y a eu une offre de 109 1/4 pour les bons hypothécaires du Jackson Railroad au dernier bureau.

Les coupons de la ville, à moitié payés, ont été cotés à 34 1/4 à 35.

Dans le scrip de ville de 1876-77, on a remarqué des offres pour de petits montants à 36 1/2 et des offres de 38 pour $10,000.

Les mandats des levées étaient cotés à 89 à 90, et les mandats d'Etat de 1878, recevables en paiement des taxes, à 80 à —, et ceux recevables en paiement des licences, à 88 1/2 à —.

Nous continuons de coter les excellents billets de commerce à 7 à 8 pour cent d'escompte, les Nos 1 à 8 à 10, les Nos 2 nominaux, les prêts reposant sur des garanties collatérales à 6 à 8, les "call loans" à 4 à 6, le papier hypothécaire Nos 1 à 8 à 10, le No 2 nominal.

L'or a ouvert à 100 3/8 à 100 5/8, contre 100 1/2 à New York, et a fermé aux taux d'ouverture sur les deux marchés. Les ventes se sont élevées à $3000 à 100 3/8, et à $10,000 à 100 5/8.

La seule vente de change étranger annoncée a été de 3000 livres sterling à —.

A la clôture les traites sterling étaient cotées à 481 à 482 pour connaissement de navires et à 1, clear, et— à 484 1/2 pour effets de banque, (sans des banques aux comptoirs, —à 485); les francs à 5.21 1/4 à 5.20 pour le papier de commerce.

Les quelques ventes (annoncées) de change à vue sur New York se sont faites à 3/16 pour cent de prime.

Les banques et les banquiers ont continué de tirer des chèques sur New-York à 1/4 pour cent de prime, et le papier de commerce, était encore coté à 3/16.

VENTES DU N. O. STOCK EXCHANGE.

3me bureau.

$5,000	Premium Bonds	32 3/4
5,000	do	32 7/8

OPÉRATIONS HORS DE L'EXCHANGE.

Entre le 1er et le 2nd bureau.

$10,000	State Consols	73 1/4
20,000	do	73 1/8
25,000	do	73 1/8
50,000	do	73
1,600	City Scrip 1876-77	35 1/2
2,300	State Warrants 1878 payables pour taxes	80
750	State Warrants 1878 payables pour licences	88 1/2

Entre le 2nd et le 3me bureau.

$25,000	State Consols	73
30,000	Premium Bonds (Pat buyer year)	30

Après le 3me bureau.

$15,000	State Consols	73 1/4

BULLETIN COMMERCIAL.

Lundi soir, 29 Juillet 1878.

COTON. — Les ventes d'aujourd'hui comprennent 1100 balles à des prix pleins, ne requérant aucun changement dans nos cotes.

BASE DE CLASSIFICATION AMERICAINE.

	Cotes générales.	Cotes de l'Ex.
Inferior	7 1/2@ 8 1/2	....
Low ordinary	9 1/4@ 9 3/8	9 3/8
Ordinary	9 5/8@ 9 3/4	9 3/4
Strict ordinary	9 7/8@10	
Good ordinary	10 1/8@10 1/4	10 1/4
Strict good ord	10 3/8@10 1/2	
Low middling	10 5/8@10 3/4	10 3/4
Strict low mid	10 7/8@11	
Middling	11 1/8@11 1/4	11 1/4
Strict middling	11 3/8@11 1/2	
Good middling	11 7/8@12	12
Middling fair	12 1/8@12 1/4	

Aujourd'hui, à midi, le middling était coté: à Galveston à 10 7/8, à Mobile 11 à Savannah 10 7/8, à Wilmington 11, à Norfolk 11, à Baltimore 11 5/8, à New York 11 à 11 1/16, à Boston 11 3/4, à Memphis 11 1/4, à Augusta 11, à Philadelphie 11 3/4, à Cincinnati 11 1/4, et à St. Louis 11.

—ETAT DU MARCHE AU COTON—

Stock en main le 1er septembre 1877 balles		21,568
Arrivé depuis le dernier état	412	
Précédemment	1,679,905	1,680,317
Total		1,701,885
Exporté aujourd.	rien	
Expédié précéd.	1,691,982	1,691,982
Stock sur place et à bord		9,903
Stock (même temps l'année dernière)		32,406

TABAC — Nous n'avons pas entendu mentionner de transactions aujourd'hui. Le montant en vente est de 6,925 boucauts.

Nous continuons de coter:

Medium lugs	3 @ 3 1/2
Good at Fine	3 3/4@ 4 1/2
Low leaf	4 1/2@ 5 1/2
Low medium	5 3/4@ 7
Medium	7 @ 8
Good	8 1/2@ 9 1/2
Fine	10 @11
Selectees	[illegible]

Reçu depuis samedi après-midi 73 boucauts; exporté, rien; stock en main 7260 boucauts.

SUCRE—Reçu ce matin 22 boucauts. Exporté 77 boucauts et 47 barils.

Nous cotons:

	Par livre.
Inférieur	4 1/2@ 5 1/2
Common	6 @ 6 1/4
Good Common	7 1/2@ —
Good fair	7 3/4@ 8
Fully Fair	8 1/4@ —
Prime	[illegible]
Second	[illegible] 7 3/4
Choice	8 3/4@ 9
Choix jaune clarifié	9 1/2@ 9 3/4
Off blanc	9 1/2@ —
Blanc	9 3/4@ 9 7/8

MÉLASSE—Reçu ce matin 24 barils. [illegible]

Nous cotons:

	Par gallon.
Inférieur	18@20
Centrifugal	22@25
Commun	25@—
Fair	25@28
Prime	30@32
Strictly prime	[illegible]
Choice	40@42

FARINE—Reçu ce matin 11,543 barils. Exporté 639 barils. Vendu 1990 barils aux prix suivants: choix treble extra à $4,50; choix extra 5 12 1/2 à 5,62 1/2; [illegible] $2,75; superfine $3; single extra $3,75; double extra $3,50; low treble extra $3.75; good treble extra $4 à $4,25; choix treble extra $4,50 à $4,75; choix extra $5 à $5,25; fancy $5,50 à $5.75 le baril.

VIANDES SALÉES SECHES.—Les épaules sont toujours rares; nous cotons: épaules, loose à 5 5/8c. la livre; packed 5 3/4. Au détail 6c la livre.

JAMBONS.—Nous cotons: choix à 11 cts. la livre; choix sugar cured et large size 10c la livre, medium average 10 1/2c et small size 11. Au détail il faut payer 1/2c de plus.

GRAISSE—Nous cotons: en tierçons packers 7 1/2 c. la livre; kettle 7 3/4c; refined 8 à 8 1/4c; en barillets packers 8c: refined 8 1/4 à 8 1/2; en baquets 9 à 9 1/4c; au détail il faut payer 1/4c. de plus.

BACON—Nous cotons: Epaules à 5 7/8c. la livre, clear rib sides 7, clear sides à 7 1/4. Au détail il faut payer 1/4c de plus.

BREAKFAST BACON—Le choix est rare. Nous cotons choix à 8 à 8 1/4c la livre. Au détail 8 1/2c.

PORC—Nous cotons le mess $10,75 le baril. Au détail $11 à 11,25.

Se vendent au job: Rump Pork $8,25 à 8,50 le baril; Pig Pork $10 le baril; $5,50 le demi-baril, Jowls 5 à 5,20 le baril; Ham sausages 5c. la livre.

WHISKEY.— Le rectifié de l'Ouest vaut $1,08 à $1,09 le gallon.

MAIS—Reçu ce matin 3,987 sacs, Exporté 226 sacs. Vendu 350 sacs blanc à 56c. le boisseau, et 150 choix blanc à 58c.

MAIS EN GRENIER—Reçu ce matin 9,473 boisseaux. Nous cotons: Le mêlé No 2 à 44c. le boisseau.

AVOINE—Reçu ce matin 5,436 sacs. Exporté 91 sacs, les prix ont haussé de 4c. le boisseau, vendu 500 sacs choix à 40c. le boisseau, 350 sacs choix à 42c. et 200 sacs St-Louis à 42c. le boisseau.

SON.—Reçu ce matin 1612 sacs. Exporté 75 sacs. Vendu 350 sacs à 60c. les 100 livres.

FOIN—Reçu ce matin 105 balles. Vendu 100 balles choix Timothy à $15 le tonneau. Nous cotons prime à $13,50 choix $15 le tonneau. Reçu ce matin 31,518 boisseaux de l'Ouest.

BLE.—Nous cotons le Texas à 90 à 95c. le boisseau, le Tennessee à 90 à 97c, le St-Louis à 98c le boisseau.

LAINE—Nous cotons le Burry à 10 1/2 à 11c la livre, le Louisiana clear à 21 1/2 à 22c., le clear Lake à 23 à 23 1/4c. la livre.

MOUSSE—Nous cotons: gray 1 à 1 1/4c. la livre; mixed 2 1/2 à 2 3/4, noire 3 à 3 1/4.

VOLAILLES.—Nous cotons les grosses volailles de l'Ouest $4 à $4,25 la douzaine; les poulets $1,50 à $3, les canards $2,50 à $3, les oies $3 à $4, les dindes $9.

ŒUFS. — Ceux de l'Ouest valent de 5 à 12c, la douzaine. Ceux de la Louisiane à 25c. la douzaine.

BEURRE — L'approvisionnement est modéré. Nous cotons: New York Creamery fine firkins 22 à 24c; Western do 22 à 24c; Western do tubs fine 22 à —; Western do tubs prime 18 à 18c; New York Dairy firkins fine 21 à 22c; do Good 17 à 18c; Western Dairy tubs fine 13 à 14c; Western do repacked prime 11 à 12c; Western do repacked good 10 à 10 1/2; Western milled 8 à 9c par livre.

POMMES DE TERRE—Celles de la Louisiane valent $1,50 à $1,75 le baril; les oignons $1,25 à $1,50, ceux de l'Ouest $1,25 à $1,50.

SEL—Nous cotons: Coarse 85 à 90c, fine $1,05 à $1,15 le sac. Livré au débarcadère de bateau ou dépôt de chemin de fer, il faut ajouter le charroi. Turks Island 85 à 90 le sac, table en poches 1 3/4 à 7 selon la grosseur.

RIZ—Il n'en est pas arrivé ce matin. Nous cotons:

	Par livre.
Clean No 2	4 1/2@4 3/4
Ordinaire	6 1/2@—
Fair	6 3/4@—
Good	7 @—
Prime	7 1/4@—
Choix	7 1/2@—

PEAUX—Nous cotons: Country green 6 à 6 1/2 la livre, dry salted 9 à 9 1/2, dry flint 10 à 11c. Aux abattoirs les ventes se sont effectuées comme suit: Steer hides au-dessous de 85 livres 7 c, la livre, de 70 à 84 livres 7 1/4c., au-dessous de 70 livres 6 1/2 c., peaux de vaches 4 1/2 à 5 1/2c., kips de 20 à 24 livres 7 1/2c., kips de 25 à 30 livres 5 1/2 à 6 1/4, peaux de veaux, 75c. chaque; cornes 6 à 7c. pièce.

DOUVES EN CHENE — Extra pipe 60 pouces $165 à 170; extra pipe 56 pouces $130 à 140, light pipe 56 à 60 pouces $100 à 110; extra boucante 48 pouces $110 à 125; extra claret $80 à 105. Les douves No 1, en chalands, $110 à 125; pour les inférior, les prix varient suivant leur qualité.

AVIS.

A TOUS ceux qui souffrent des erreurs et des égarements de la jeunesse, de faiblesse nerveuse décrépitude prématurée, perte de la puissance virile, etc., j'enverrai GRATUITEMENT une recette qui les guérira. Ce remède précieux a été découvert par un missionnaire dans l'Amérique du Sud. Envoyez une enveloppe portant votre nom au Rév. JOSEPH T. INMAN, STATION D, BIBLE HOUSE, NEW YORK CITY.

23 nov—1 an

PRIX DES BESTIAUX.

Bœufs du Texas, nourris au maïs, de choix, par lb brute	4 1/2@ c
do 1re qualité	@4c
do 2e do	@— c
do 3e do	@— c
Bœufs du Texas, choix, par tête	$30 @$ 35
do 1re qualité	$20 @$ 25
do 2e do	$15 @$18
do 3e do	$12 @$15
Cochons, 1re qualité, par lb brute	4 @4 1/2c
do 2e do	3 @ 3 1/2
do 3e do	@— c
Moutons, 1re qual., par tête	$ 3 50@$ —
do 2e do	$ 2 50@$ 3 00
do 3e do	$ 2 00@$ —
Vaches laitières, 1re qualité, par tête	$60 00@$70
Vaches laitières, 2me qualité, par tête	$30 00@$50
Vaches du Texas avec veaux	$ —@$ —
Veaux, 1re qual. par tête	$ 7 50@$ 8
do 2e "	$ 6 00@$ 7
Veaux d'un an, 1re qualité, par tête	$ 9 50@$10
Veaux d'un an, 2e qualité, par tête	$8 00@$ 9

BULLETIN MARITIME.

LUNDI 29 JUILLET 1878.

☞ Pas d'expédition en Douane

☞ Pas d'arrivages de la mer.

BATEAUX A VAPEUR.

Ascension, Chariot, du Bayou Lafourche
Martha, Bassett, de Port Eads
Belle Albert, Hotard, du Bayou des Allemands
Henry Tête, Ancoin, du Bayou Lafourche
Fashion, Bread, de Washington
Gold Dust, McCord, de St. Louis

Arrivées de Flatboats.

8 Flatboats de la Rivière Arkansas—86,000 merrains

Arrivages de Produits.

BAYOU LAFOURCHE—par steamer Assumption—11 boucauts sucre

PORT EADS—par steamer Martha—divers à ordre

BAYOU DES ALLEMANDS—par steamer Belle Albert—divers à ordre

BAYOU LAFOURCHE—par steamer Hy Tête—16 barils mélasse

WASHINGTON—par steamer Fashion—14 balles coton, 3 boucauts sucre, 8000 merrains, 30 têtes bestiaux

ST-LOUIS—par steamer Gold Dust—44 balles coton et frêt assorti

Par les chemins de fer.

MORGAN'S LOUISIANA & TEXAS R. R.—41 balles coton, 2 boucauts sucre, 325 sacs blé, [illegible]

CHICAGO, ST. LOUIS & N. ORLEANS R. R. 57 balles coton.

LISTE DE NAVIRES En partance pour la Nouvelle-Orléans.

NEW YORK.

Steamship New Orléans, Halsey....parti 20 juillet
Steamship New York, Quick....parti 20 juillet

BATH (Me)

Navire Lydia Skolfield, Brown....parti 18 juillet
Schooner Jacob W. Haskell, Robbins parti 20 juin
Navire Zephyr, [illegible]....parti [illegible] juin
Navire Andrew Jackson, Bartlett....parti 25 juin
Navire [illegible], Anson, en chargement 10 juin

LIVERPOOL.

Barque Ostrola, Purdy....partie 17 juil
Barque [illegible], [illegible]....partie 7 juillet
Navire Virginia, Dolan....parti 27 juin
Navire Senator Weber, Treadwell....parti 8 juillet
Navire Imperator, Sutherland....parti 6 juillet
Navire Orient, Allen....parti 26 juillet

PLYMOUTH (ANG.)

Barque [illegible], Thompson....partie 16 juil

DUNKIRK.

Barque Nautilus, Lothers....partie 22 juin

HAVRE.

Navire [illegible], Cousins, parti 21 juillet
Barque Albert, [illegible]....charg [illegible] juin
Barque [illegible], Nielsen....partie 5 juin

BORDEAUX.

Barque Prima, Evensen....partie 21 juin
Barque [illegible], [illegible]....partie 16 juin
Barque Leopold et Marie, ...charg 25 juin
Barque Comtesse Duchatel, Dupont charg 1 juillet
Barque [illegible], Andersen....partie 22 juin
Barque [illegible], Democrant partie 31 Mai

ROUEN.

Barque New Brunswick, Jensen....part 3 avril

MARSEILLES.

Barque Eleonora Madre, Scala....en charg 4 juil
Barque [illegible], Aste....charg 16 juin

REVEL.

Barque [illegible], Larsen....partie 15 juin
Navire Mary [illegible]....parti 15 juin

BARCELONE.

Barque Maria, [illegible]....partie 6 juin

BREME.

Navire [illegible], [illegible]....parti 1 juillet

ANVERS.

Barque [illegible]....partie 16 juil

CORRESPONDANCE

Entre le gouverneur Nicholls et le major E. A. Burke.

Ainsi que d'autres communications relatives aux affaires de la Louisiane.

Nlle Orléans, 6 janvier 1877.

A l'Hon. Randall Gibson, M. C., Washington:

Les républicains nous accuseront certainement de vouloir recourir à la violence lundi, et invoqueront l'intervention fédérale. Nous n'employons que des moyens pacifiques et légaux, en administrant avec activité mais sans recourir à la force un gouvernement qui a l'appui moral et matériel du peuple; la violence ne pourrait venir que des radicaux qui voudront peut-être provoquer une collision afin d'amener l'intervention des troupes ou la reconnaissance de Packard.

E. A. BURKE.

Nlle Orléans, 6 janvier 1877.

A l'avocat-général Taft,

Le principal organe démocrate, dans un article de fond publié ce soir et intitulé "La crise est arrivée. Nous soumettrons-nous" fait appel à l'insurrection. Les juges élus sur le ticket démocratique ne sont pas reconnus par d'éminents avocats démocrates. La situation devient à chaque instant plus alarmante, et il faut faire immédiatement quelque chose pour parer au danger. Répondez vite.

PITKIN, Marshal.

Washington D. C., 7 janvier 1877.

A Pitkin, marshal des Etats-Unis:

Vos dépêches, ainsi que celles du gouverneur au Président, sont reçues. La preuve de l'élection et de l'organisation de la législature républicaine n'a pas été fournie; on n'a pas non plus prouvé qu'il fut exercé contre les autorités de l'Etat des violences qui seules justifieraient la proclamation dont doit être précédé l'ordre du président de réprimer l'insurrection ou les troubles civils à l'aide de troupes. Je sais que chacune des deux législatures prétend être légale, et s'est adressée au président.

A. TAFT, Avocat-général.

Washington, D. C., 7 janvier 1877.

Au gouverneur Kellogg:

Je suis forcé de vous refuser l'aide des troupes que vous sollicitez pour inaugurer demain le nouveau gouvernement d'Etat. Faire droit à votre requête serait reconnaître un des deux gouvernements d'Etat rivaux, tant exécutif que législatif, au moment même où un comité de chaque Chambre du Congrès se trouve dans la capitale de l'Etat de la Louisiane pour faire une enquête concernant tout ce qui a rapport à la dernière élection où les partis rivaux prétendent l'un et l'autre avoir triomphé légalement. Les troupes ne peuvent être employées qu'à réprimer la violence, si on y a recours, en laissant aux autorités constituées le soin de décider quel est le gouverneur légitime et quelle est la législature légale. Cela fait, les troupes, si la demande en est faite selon les termes et l'esprit de la Constitution, pourront être employées à soutenir le gouvernement légal de l'Etat.

U. S. GRANT.

Nlle-Orléans, 8 janvier 1877.

A J. B. West, Washington D. C.,

Tâchez de faire reconnaître notre gouvernement par le président. C'est notre seul espoir.

S. B. PACKARD.

Nlle-Orléans, 8 janvier 1877.

A O. P. Morton, Washington, D. C.

Si le président maintient la résolution qu'il a, dit-on, prise de ne reconnaître ni l'un ni l'autre des deux gouvernements, celui de Nicholls aura en son pouvoir en quarante-huit heures toute la ville et tout l'Etat.

WADLEIGH,
OGLESBY,
HOWE.
Et autres.

Nlle-Orléans, 8 janvier 1877.

Aux Sénateurs Sherman et Morton, Washington, D. C.

Je suis convaincu que si le président ne reconnaît pas promptement le gouvernement légalement élu de la Louisiane, nos intérêts dans l'Etat en recevront une atteinte fatale.

W. P. KELLOGG.

Washington, 9 janvier 1877.

Au Gouverneur F. T. Nicholls.

Cameron nous a lu une dépêche adressée à Augur et qui lui commande de disperser l'émeute qui menace la Maison d'Etat. Nous vous suggérons à ne pas attaquer la Maison d'Etat, à maintenir votre position actuelle et à différer l'élection du sénateur pour le long terme. Maintenez la paix et évitez tout conflit à moins que Packard ne vous attaque.

E. JOHN ELLIS,
WM. M. LEVY,
R. L. GIBSON.

Washington, 9 janvier 1877.

Au Général Augur.

Les télégrammes reçus du marshal des Etats-Unis à la Nlle-Orléans, annoncent que des corps non autorisés d'hommes armés parcourent les rues de la ville et qu'une émeute menace [illegible] l'Etat. [illegible] faites savoir aux chefs qu'ils aient à s'abstenir s'ils ne veulent avoir affaire au gouvernement des Etats-Unis appuyé par les troupes. [illegible] Faites savoir la situation par le télégraphe.

J. D. CAMERON, Secrétaire de la Guerre.

Nlle-Orléans, 14 janvier 1877.

Au Président U. S. Grant.

Il m'a été rapporté que l'on s'efforçait de faire croire qu'un nouveau dépouillement du vote électoral de la Louisiane devait avoir lieu sous les auspices soit de la Cour Suprême soit de la Législature. [illegible] Ce bruit est entièrement faux. Telle n'a jamais été notre intention. Le temps est passé où le Collège électoral pouvait se réunir; la question ne peut plus être décidée par nous mais par le Congrès.

FRANCIS T. NICHOLLS.

Washington 15 janvier 1877.

Au gouverneur F. T. Nicholls.

Nous considérons le télégramme du Président à Augur comme une faible concession faite par lui en vue de l'immense pression exercée sur le gouvernement, et aussi pour [illegible] un peu Packard et empêcher la désertion au sein de sa Législature. Nous ne craignons pas que le Président ne reconnaisse Packard tant que le statu quo sera maintenu. *Empêchez les journaux, jusqu'à ce que la commission ait fait son rapport, de parler de coalition avec Casey ou tout autre républicain.*

E. JOHN ELLIS,
WM. LEVY,
R. L. GIBSON.

Le major E. A. Burke prête serment. Interrogé par M. Stenger.

Question—Vous êtes domicilié à la Nlle-Orléans?

Réponse—Depuis 1869.

Q—Vous y demeuriez en 1876?

R—Oui.

Q—Combien de temps après l'élection de 1876 êtes-vous parti pour Washington?

R—Je suis parti le 16 janvier 1877 comme agent du gouverneur Nicholls pour appuyer son gouvernement d'Etat.

Q—Quelles instructions avez-vous reçues avant de partir?

(Le témoin produit ses instructions.)

Réponse—Je dois faire remarquer que le besoin d'envoyer un représentant à Washington avait imposé quand le gouverneur Nicholls eut appris que ses adversaires faisaient tous leurs efforts pour représenter sous un faux jour au président l'état des choses en Louisiane et qu'ils travaillaient avec persistance [illegible] en faveur de Packard. Le gouverneur Nicholls avait appris aussi qu'on voulait forcer sa Législature à élire au Congrès deux sénateurs acquis au parti républicain, comme compensation pour laisser l'Etat entre ses mains. C'est ce qui l'a décidé à envoyer à Washington un agent pour y représenter les intérêts de son gouvernement.

Mes instructions générales, émanant du gouverneur Nicholls, me commandaient de me rendre parfaitement compte de la situation à Washington, des dispositions de l'administration fédérale vis-à-vis de son gouvernement d'Etat, de ce que l'on exigerait de lui et de sa législature, et de renseigner parfaitement le gouverneur Nicholls sur tout ce qui aurait rapport à son gouvernement. Je devais aussi éclairer de mon mieux l'administration fédérale sur la situation du gouvernement de la Louisiane. J'ajouterai que le gouverneur Nicholls m'avait également invité à me consulter avec les chefs du parti démocrate à Washington et à agir avec eux. Voici quelles étaient mes instructions écrites:

Nlle-Orléans, 15 janvier 1877.

A E. A. Burke,

Mon cher monsieur—Veuillez vous rendre à Washington pour représenter nos intérêts auprès du Président et de nos amis.

FRANCIS T. NICHOLLS.

Washington, 20 janvier 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls:

J'ai vu le Président aujourd'hui; il m'a reçu avec bonté. Rien de changé dans la situation. Il insiste sur le maintien du statu quo dans la ville et dans l'Etat. On exerce sur lui une grande pression pour le décider à accorder son appui à Packard. Il y a lieu d'espérer, mais il faut agir avec une grande prudence.

E. A. BURKE.

Télégramme du 20 janvier demandant que le John A. Campbell soit invité à représenter le gouvernement de Nicholls auprès de la Commission électorale.

Le général Grant a éprouvé un grand mécontentement au sujet des commentaires faits par les journaux sur un marché qui aurait, dit-on, été conclu et en vertu duquel "Casey devait être élu au Sénat des Etats-Unis si Grant consentait à reconnaître Nicholls." Mettre fin à ces bruits. Le major Burke a transmis le 22 janvier à la Presse Associée la déclaration suivante:

Washington, D. C., 22 janvier 1878.

Le peuple de la Louisiane ne peut manquer à ce point de respect au premier magistrat de la nation que de supposer qu'il pourrait être influencé dans ses actes administratifs par des considérations personnelles ou des considérations de famille. Si le colonel Casey aspire aux honneurs sénatoriaux, il ne s'est pas ouvert à la Législature de la Louisiane [illegible] à la tête des conseils de l'Etat.

Le colonel Casey a exprimé franchement et ouvertement son opinion que le gouvernement de Nicholls maintiendrait la paix, l'ordre et la prospérité, au profit des deux populations, blanche et de couleur, et cette opinion, sont profondément touchées de la bienveillante appréciation de M. Casey. En fait, ce dernier est un ancien négociant de la Nlle-Orléans, il y possède des propriétés et y a des amis dévoués. Il n'est pas classé parmi les républicains militants de la Louisiane.

Washington, 22 janvier 1877.

Au gouverneur F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Vu le Président aujourd'hui. Je lui ai fait part de nos vues au sujet de la Cour Suprême. La situation n'a pas varié, et le général Grant désire vivement qu'elle reste ainsi en Louisiane jusqu'à ce que la question électorale soit réglée. Il a été très satisfait du prompt rétablissement du bibliothécaire dans ses fonctions. Il n'a fait aucune objection quand je lui ai dit que Barrow se retirait de la Législature Packard et se joindrait à la nôtre. S'il se déclare donc de nouvelles désertions du côté républicain, que tout se passe sans bruit. Une démonstration de la Législature de Packard vis-à-vis de la nôtre pourrait amener une intervention, et l'intervention serait certainement contre nous maintenant. Quant à la désintégration graduelle de l'assemblée de Packard, nous ne saurions en être responsables. Ici les républicains ne songent qu'à protéger Hayes contre le danger qui pourrait résulter pour lui de l'entière dispersion des républicains en Louisiane. Le Président me permet de l'aborder librement, mais toute publication l'irrite et ne ferait du tort à ses yeux.

Nos autres affaires marchent d'une manière satisfaisante.

E. A. BURKE.

23 janvier.—Nicholls à Burke, Ellis, Levy et Gibson, demandant des informations au sujet de l'interprétation à donner à l'ordre de Grant relatif au statu quo et de son effet sur la nomination des nouveaux fonctionnaires.

23 janvier—Le même aux mêmes annonçant que Packard se plaint de ce que des fonctionnaires désignés par Nicholls se sont fait mettre en place en violation du *statu quo*.

Washington, 23 janvier 1877.

Au gouverneur F. T. Nicholls, City Hotel, Nlle-Orléans:

Si le Président considère que la mise en place de vos fonctionnaires dans l'Ouachita viole la recommandation qu'il vous a faite de ne rien changer dans l'Etat, pouvons-nous lui donner l'assurance que vous engagerez vos fonctionnaires dans l'intérêt de la paix, à se mettre à l'écart pour le moment et éviter ainsi le mauvais effet qui résulterait d'un ordre administratif commandant à Augur de réintégrer les anciens fonctionnaires? Nous comprenons maintenant la gravité de votre situation, et [illegible] si vous pourriez décider vos fonctionnaires dans toutes les paroisses à s'abstenir [illegible] le Président [illegible] aujourd'hui. Nous demandons des informations. Répondez-nous d'ici à dix heures.

E. A. BURKE.

Washington, [illegible] 1877.

Au gouverneur Nicholls,

Dépêche reçue. Le président est de leur avis [illegible] l'ambassadeur d'Espagne. Nous craignons que vous ne vous rendiez pas suffisamment compte de la situation délicate où vous êtes placé. Votre force en Louisiane fait votre faiblesse à Washington. La dépêche du Président à Augur n'avait d'autre but que d'empêcher, dans l'intérêt de Hayes, la dissolution du gouvernement de Packard, et il déclare nettement qu'il ne veut pas de changements en Louisiane. Il ne veut pas non plus qu'on le pousse à prendre une attitude avant que la question électorale soit décidée. Si nous le pressons de se décider ou de permettre que vos fonctionnaires soumettent leurs titres à des tribunaux qu'il sait vous être favorables, attendez-vous à recevoir sa déclaration que la Cour Suprême de Ludeling doit être respectée.

Nous croyons que le bill électoral deviendra loi avant lundi; après cela, la pressante nécessité du maintien du statu quo aura, dans notre opinion, cessé d'exister. Le Président et les principaux chefs républicains sont bien disposés pour vous en ce moment, mais ils vous écraseront si cela est nécessaire pour sauver Hayes. Lisez ma première dépêche d'hier. Si vous désirez toujours savoir ce que le Président pense de votre dépêche, télégraphiez-nous immédiatement, et nous irons le voir demain à onze heures.

E. A. BURKE,
E. JOHN ELLIS,
R. L. GIBSON,
WM. L. LEVY.

Nlle-Orléans, 23 janvier 1877.

Aux Hon. E. John Ellis, W. M. Levy, R. L. Gibson et E. A. Burke, Willard's Hotel, Washington, D. C.

Cessez de communiquer avec le Président jusqu'à ce que je vous aie envoyé de nouvelles instructions.

FRANCIS T. NICHOLLS.

Washington, 24 janvier 1877, à 1 heure et demie du matin.

Au Gouverneur F. T. Nicholls, Nouvelle-Orléans.

Ne répondez pas à Augur avant que nous ayons vu le Président à 11 heures. Nous présumons que les fonctionnaires d'Ouachita ont pris paisiblement possession de leurs places et ont remplacé ceux de Kellogg, en vertu des commissions que vous leur avez livrées avant le télégramme du Président.

E. A. BURKE.

24 janvier. — Nicholls à Burke déclarant qu'il avait écrit au général Augur au sujet des fonctionnaires d'Ouachita: il lui disait dans la lettre que si le Président Grant considérait la mise en place de ces derniers comme une violation du *statu quo*, lui Nicholls les engagerait à se mettre provisoirement à l'écart.

Washington, 24 janvier 1877.

Au Gouverneur F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

A 1 heure et demie, nous présenterons le mémoire des hommes d'affaires et du clergé. Nous pourrons incidemment vous informer de l'état des choses et de ce que l'on pense des arguments que vous faites valoir. Des radicaux de la Louisiane et d'autres ont conféré avec le Président pendant toute la journée.

E. A. BURKE.

Washington, 24 janvier 1877.

Au gouverneur F. T. Nicholls,

Notre entrevue avec le président a été, à sa requête, renvoyée à demain.

E. A. BURKE.

Washington, 25 janvier 1877.

Au gouverneur Francis T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Nous avons eu une longue et agréable entrevue avec le Président. Il m'a autorisé à vous dire, si je l'ai bien compris, que pour ce qui est des fonctionnaires de paroisse qui tiennent leur mandat de l'élection populaire, ils peuvent demander leurs commissions au gouverneur; quand les deux prétendants à la place de gouverneur donnent une commission au même individu, cet individu peut prendre immédiatement possession de sa place; quand il n'a été livré qu'une seule commission, que l'ancien fonctionnaire conteste le droit du nouveau, celui-ci, s'il n'a pas recours à l'intimidation, peut prendre la place. Quand les deux gouverneurs donnent des commissions à des personnes différentes, les anciens titulaires doivent rester en place jusqu'à ce que la question soit décidée.

Ce qui précède a été écrit par le Président, les deux parties prenant des copies. En ce qui concerne l'Ouachita, le Président, dit que si les fonctionnaires munis de vos commissions prennent paisiblement possession de leurs places du consentement des anciens titulaires, et que les fonctionnaires de Packard s'abstiennent et protestent au moment où les places sont livrées, alors vos fonctionnaires ne seront pas inquiétés. Le président a ajouté qu'il ne pourrait pas vous permettre, ni à Packard non plus, de renvoyer les anciens titulaires qui se refuseraient à rendre leurs places jusqu'au règlement des questions en litige, de même qu'il ne pourrait pas [illegible] forcer de conserver leurs places.—Cela vous convient-il?

E. A. BURKE.

Washington, 26 janvier 1877.

Au Gouverneur F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Le bill électoral passera aujourd'hui à 3 heures. Nos amis nationaux croient qu'il conviendrait que [illegible] Cavanac peut-il obtenir que le Conseil de ville en fasse autant dans une réunion spéciale, et peut-il nous faire savoir par le télégraphe ce que nous avons décidé? Pour nous l'heure est en ce moment plus critique qu'il n'a jamais été. Encore un peu de patience et de résignation, et nous pourrons espérer d'arriver au but sans complications nouvelles.

E. A. BURKE.

Washington, 24 janvier 1877.

A D. F. Kenner, 23 rue Carondelet, Nlle-Orléans.

Ne soulevez pas de questions. Il ne faut admettre à notre décision ici, aucune question si peu importante qu'elle soit.

26 janvier—Burke à Nicholls, au sujet du juge Campbell.

26 janvier—Nicholls à Burke, au sujet des fonctionnaires à Natchitoches.

27 janvier—Les mêmes.

Washington, 20 janvier 1877.

Au général C. C. Augur, Nlle-Orléans.

Votre télégramme d'hier a été reçu et mis sous les yeux du Président qui dit qu'il a demandé des deux côtés de la question dont vous parlez, et qu'il croit que dans le cas d'Ouachita le statu quo n'a pas été enfreint, mais [illegible] que les choses doivent être remises sur le pied où elles existaient avant le 16.

J. D. CAMERON, Secrétaire de la guerre.

Washington, 27 janvier 1878.

Au gouverneur Francis T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Votre dépêche au sujet de Natchitoches a été reçue après la décision du Président. Le Président croit qu'il faut que Pierson et Breda [illegible]

WM. M. LEVY.
E. A. BURKE.

Washington, 28 janvier 1877.

A Francis T. Nicholls.

Le Président insiste sur le maintien du statu quo qui existait le 16. Il a déclaré, après votre exposé des faits, [illegible]. Nous ne pouvons pas le faire changer d'opinion. Les chefs du parti tentent des efforts surhumains pour faire reconnaître Packard par le Président [illegible] quarante-huit heures. Tous nos amis vous engagent à ne pas résister au désir du Président pour le moment, nous croyons [illegible] déjouer les plans des chefs.

E. A. BURKE,
WM. LEVY,
E. JOHN ELLIS,
R. L. GIBSON.

Washington, 27 janvier 1877.

A l'hon. Louis Bush, Nlle-Orléans.

Le Returning Board désire favoriser Nicholls [illegible] par un nouveau compte des votes ou par une déclaration en admettant des informations [illegible] ou bien encore par la livraison des originaux des "returns" à notre législature. Consultez nos amis [illegible] pour renseignement seulement les suggestions faites par votre télégramme.

E. A. BURKE.

Washington, D. C. 29 janvier 1877.

Au Gouv. F. T. Nichols, Nlle-Orléans:

Le Président résiste toujours à la pression; notre cause gagne journellement du terrain. Envoyez-moi le vote reçu par chacun des candidats aux postes de sénateurs et de représentants.

E. A. BURKE.

Le major Burke a dit, à ce sujet: la décision du Président dans l'affaire d'Ouachita—décision qui [illegible]

Washington, 29 janvier 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, N. O.

Nos amis du parti démocratique [illegible] que le juge Campbell [illegible]. S'il peut y venir, qu'il y vienne tout de suite. S'il ne peut pas, je vous enverrai par le télégraphe les points pour lesquels [illegible] avoir un mémoire.

E. A. BURKE.

Washington, 31 janvier 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Le choix du cinquième juge indique une décision en faveur de Hayes.

E. A. BURKE.

Nlle-Orléans, [illegible] 1877.

A E. A. Burke, Washington.

Si des membres de l'autre législature venaient déserter celle-ci, pourrions-nous les recevoir sans danger?

NICHOLLS.

Washington, 6 février 1877.

Au Gouv. Nicholls, Nlle-Orléans.

Il n'est pas prudent d'ouvrir la question. Recevez les membres tranquillement et faites l'essai.

E. A. BURKE.

Le 8 février, le gouverneur Nicholls fut informé par le major Burke, qu'il pouvait, sans danger recevoir les déserteurs de la Législature Packard. Le major demandait, en même temps, un mémoire des membres de la Législature de l'Etat.

Le major Burke dit à ce sujet: "Ce mémoire devait exposer tous les faits relatifs à l'élection des membres de la Législature, citer la loi qui pourvoit au compte des votes reçus par le gouverneur et le lieutenant-gouverneur—les distinguant des votes reçus par les électeurs—et annoncer qu'un bill devait être présenté dans ce but."

Le 5 et le 6 janvier, la correspondance est au sujet de ceux qui désertaient de la Législature Packard à celle de Nicholls.

Les dépêches télégraphiques du 10 février se rattachent au mémoire du Sénat et de la Chambre de Nicholls.

12 janvier—Burke annonce à Nicholls l'existence d'un plan dont le but est d'assurer la reconnaissance du gouvernement de l'Etat dans le cas où Hayes serait reconnu, et dit que ce plan n'était pas préjudiciable au parti démocrate national.

Ce plan se rattacherait évidemment au mémoire demandé et [illegible] au filibustering—tactique parlementaire à l'effet d'empêcher le compte des votes électoraux.

12 janvier 1877.

Au gouv. F. T. Nicholls:

Les républicains du Sénat rédigent, en ce moment, une résolution qui nie le droit du Returning Board de compter le vote donné au gouverneur et au lieutenant-gouverneur et aux membres de la Législature; qui déclare légalement élus membres de la Législature ceux que les retours déclarent tels; qui reconnaît le droit du returning board de compter les votes reçus par les autres candidats.

Si cette résolution est présentée, nous nous abstiendrons à une décision d'après les retours des surintendants. Il va sans dire que nous insisterons sur une décision basée sur les retours des commissaires. Edmunds et d'autres républicains ont été jusqu'à présent de notre opinion à cet égard.

Où en êtes-vous d'après les surintendants? Je supplierai leurs retours ici. Le tableau, tel qu'il est actuellement, est une trappe républicaine.

E. A. BURKE.

Nlle-Orléans, 13 février 1877.

A MM. Levy, Ellis et Gibson:

Dites à Burke que le plan [illegible] par chiffres, [illegible].

F. T. NICHOLLS.

Le major Burke annonce, par voie télégraphique, à la date du 16 février, qu'il [illegible] à Washington, des rumeurs d'après lesquelles une tentative d'assassinat a été [illegible] sur la personne de Packard, et demande les détails. Le gouverneur répond, par l'entremise de son secrétaire, M. Duncan S. Cage, en donnant les détails, qu'il y a de fortes raisons de croire que c'est une affaire arrangée. Ces documents ont été envoyés par le major Burke, au président.

16 février.—La commission électorale décide par un vote de 8 contre 7, qu'elle ne recevra pas [illegible]

[illegible] peut être garanti. Le gouverneur Nicholls répond "oui."

Washington, 13 février 1877.

Au gouverneur F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

On a recours à toutes les influences pour engager le Président à soumettre la question de la Louisiane au Congrès; si l'on ne réussit pas, une résolution de la Chambre reconnaîtra notre gouvernement. En attendant, il faut que nos amis se souviennent que des républicains souhaitent avec ardeur une meilleure administration en Louisiane, et si la question nationale est décidée contrairement à nos vœux, nous [illegible] moins un grand espoir de voir [illegible] votre gouvernement.

Je crois que l'existence, la liberté et les intérêts de la civilisation sont en jeu dans la lutte que nous soutenons; que nous ne pouvons pas renoncer à nos droits, que nous n'y renoncerons que si nous sommes accablés. Je crois que l'époque n'est pas éloignée où je pourrai le dire sans menaces, à moins que je ne reçoive un ordre contraire.

E. A. BURKE.

Cette dépêche est, évidemment, la première tentative que fit le major Burke pour intimider les chefs radicaux: il voulait leur montrer le danger d'une révolution en Louisiane, révolution qui s'étendrait dans tout le pays.

Le 17, M. Duncan S. Cage, secrétaire du gouverneur, demanda au major Burke si la perception des taxes serait considérée comme une violation du statu quo. Il y a eu à ce sujet, un échange de dépêches jusqu'au 19, date à laquelle le major Burke annonce que cela peut se faire tranquillement et donne l'histoire de l'Irlandais, racontée par M. Grant.

Washington, 17 février 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls.

La dépêche par laquelle des républicains de la Louisiane annoncent que Packard doit être reconnu lundi, n'est pas fondée. Tenez bon; ne fournissez pas l'occasion d'une intervention. Nous tenons d'un personnage haut placé que nos affaires se régleront d'une manière satisfaisante. Quand le mémoire a-t-il été expédié?

E. A. BURKE.

Washington, 17 février 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nouvelle-Orléans.

J'ai l'assurance positive que le cabinet n'a pas décidé, hier, de reconnaître Packard; toute considération même, ajournée jusqu'après décision finale de la question électorale. Il n'y a pas de raison de croire qu'il sera jamais reconnu, à moins que nous ne soyons grossièrement trompés par haute autorité.

E. A. BURKE.

Février 17. — Burke à Nicholls assurant que l'examen de la question de reconnaissance avait été renvoyée jusqu'à ce que la question électorale fût décidée.

Washington, 17 février 1877.

Au gouverneur F. T. Nicholls, Nouvelle-Orléans.

Caucus du parti national ce soir; déterminé à procéder au compte sous protêt. Nous avons cru devoir nous servir de notre influence pour nous assurer la Louisiane et la Caroline du Sud. Comme une condition au moins, nous nous sauverons.

E. A. BURKE.

Comme quelques-uns des Démocrates voulaient que la Chambre, par des tactiques parlementaires, empêchât que le compte des votes se poursuivît, et que la résolution suivante présentée par M. Reagan, du Texas, au caucus du 17 février,

Résolu, que la Cour du vote électoral procédera sans opposition dilatoire à l'exécution de l'acte du Congrès créant la Commission Electorale dont les décisions seront reçues et traitées conformément aux dispositions de la dite loi.

Les sénateurs Bayard et Kernan et MM. Hill, Singleton, John Young Brown et autres ont parlé en faveur de cette résolution; et, on a prétendu, à l'époque, que M. Hill avait prononcé, en cette occasion, un des discours les plus véhéments et les plus éloquents de sa vie. Les représentants Hurd, Walling et Southard, de l'Ohio, et Lynde et Thompson ont combattu la résolution, mais elle a été adoptée presqu'unanimement.

Février 17—Note de Stanley Matthews à Burke lui disant qu'il pouvait conférer avec Gibson relativement à la question discutée par eux.

Ceci semble être le commencement des négociations véritables qui ont eu pour résultat la convention en vertu duquel devait avoir lieu le retrait des troupes et devait être adoptée la politique de non intervention.

Willard's Hotel
Washington, D. C. 18 février 1877.

Hon Stanley Matthews:

Suivant votre requête, je vais passer plusieurs fois pour vous soumettre un [illegible] de points, le quel, s'il est compris, aidera, sans doute à la solution de nos affaires d'Etat. Les notes incluses, représentent la politique et la détermination du gouvernement Nicholls quant aux questions qu'il désignera.

Tous les membres du gouvernement et notre peuple se sont engagés à aider à l'exécution fidèle de cette politique dans le cas où le gouvernement Nicholls serait reconnu.

[illegible]

Respectueusement,

E. A. BURKE.

18 février 1877.

Le gouvernement Nicholls garantit:

1. L'acceptation du Treizième, du Quatorzième et du Quinzième Amendements à la Constitution des Etats-Unis, et ne tentera pas de priver les gens de couleur d'aucun de leurs droits politiques et civils.
2. L'exécution rigoureuse et impartiale des lois afin que la violence et le crime soient réprimés et promptement punis, et que le plus humble des travailleurs [illegible] de quelque couleur qu'il soit, reçoive toute la protection que lui donne la loi.
3. L'éducation des enfants des citoyens blancs et de couleur avec des avantages égaux.
4. La promotion de relations amicales entre les citoyens blancs et de couleur de l'Etat, sur une base de justice et de confiance mutuelle.
5. Désireux d'oublier les dissensions qui ont troublé l'Etat depuis bien des années, [illegible]

Pour Francis T. Nicholls gouverneur de la Louisiane.

E. A. BURKE.

La substance des Bulletins de Burke a évidemment fait un travail efficace à la Nouvelle-Orléans et a obtenu l'effet qu'il en attendait, ainsi que le démontre la dépêche suivante:

Au gouv. F. T. Nicholls, Nouvelle-Orléans.

Notre détermination suffisamment comprise, le parti de la non-intervention [illegible] l'Etat. Tout est favorable.

E. A. BURKE.

Washington, 20 février 1877.

Au gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Une communication de la plus haute importance m'est parvenue ce soir, concernant les dispositions de Hayes à l'égard de votre gouvernement.

J'ai été prié d'aller dans l'Ohio pour voir Hayes, mais je n'irai qu'avec votre sanction. Si vous approuvez, télégraphiez-moi sans délai. [illegible] Hayes le désire. Obtenez une tranquillité parfaite de la part du peuple, et traitez cette dépêche comme confidentielle.

E. JOHN ELLIS.

Washington, 21 février 1877.

Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Nous croyons que vous devriez prudemment et paisiblement saisir les circonstances favorables actuelles pour compléter l'organisation de votre gouvernement. [illegible] Nos recommandations sont faites avec précaution.

E. A. BURKE.

23 Février 1877—Burke à Nicholls.—

Les amis républicains engagent les gens de couleur en faveur de Nicholls à tenir un meeting populaire et à y endosser le gouvernement Nicholls. Demandez le nom des journaux républicains éminents appuyant Nicholls.

Washington, 23 février 1877.

Gouv. Thos. L. Young, Columbus, Ohio.

Le *Journal* de l'Ohio du 22, représenté comme l'organe de Hayes, contient un violent article contre la Louisiane et le Sud. Il a circulé aujourd'hui parmi les membres du Sud et a décidé plusieurs d'entre eux à se joindre aux flibustiers qui étaient disposés à accepter la situation et à accorder à Hayes un appui loyal. Ils insistent sur Nicholls et Hampton, et les démocrates du Nord cherchent à convaincre ceux du Sud que les hommes de Hayes ne sont pas sincères. Il y a des rumeurs qui disent que Comly est à la tête d'une faction dans le Sud qui favorise une nouvelle élection. Si le *Journal* est dans l'erreur, une réponse sera utile au parti.

(Signé) W. K. HOWE.

Washington, 23 février 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls:

Le *State Journal*, de l'Ohio, donne l'Oregon à Hayes. Il contient un article amer contre la Louisiane et favorise Packard. Une grande excitation a été créée ici aujourd'hui, par cet article. Young, lieutenant-gouverneur de l'Ohio, télégraphie ce soir que Hayes n'a jamais suggéré et qu'il n'a jamais vu l'article; il n'a pas pu voir Comly, l'éditeur, malade depuis plusieurs jours.

E. A. BURKE.

Washington, 23 février 1877.

Au gouverneur F. T. Nicholls:

J'engage nos amis à tenter de nouveaux efforts pour former un quorum pendant que l'aspect des choses est favorable, nous garantissant ainsi contre tout événement imprévu. Quelques personnes doutent de la sincérité des récentes professions. Nous tâchons d'obtenir ici des résultats satisfaisants, immédiats ou des garanties.

Washington, 24 février 1877.

Au gouverneur F. T. Nicholls:

Attendu lundi. Assez de ruse dans le parti démocratique pour demander des garanties de la reconnaissance de Nicholls et de Hampton ou pour empêcher le compte des votes.

Wilson télégraphie que la paix en Louisiane ne doit pas être troublée.

E. A. BURKE.

E. A. Burke, Hôtel Willard:

Cher Burke—Je tâcherai de comparaître devant le comité de Field, à l'heure mentionnée. Je crains énormément ce matin. J'espère que le discours de Hayes en règle [illegible] mais devons obtenir de lui quelque chose de défini. A vous sincèrement,

WILL. M. LEVY.

24 février 1877.

Washington, 25 février 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nouvelle-Orléans:

Vous référez au discours de Foster. Ai vu lettre du 23 de Hayes à Foster; il approuve le discours et dit qu'aussitôt que la question électorale sera réglée, si elle l'est favorablement, tout sera compris comme le comprend Foster—faisant allusion à la question du Sud. Nous ne sommes pas satisfaits, mais nous cherchons à obtenir une assurance ou une action directe avant que la Chambre ne cède.

E. A. BURKE.

Washington, 25 février 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls:

Il semble aujourd'hui que Sherman, Howe et autres se soient engagés vis-à-vis de Kellogg à prendre part dans la combinaison générale. Ils consentent à admettre notre représentant au terme court pourvu que nous n'élisions personne au long terme. Ils accordent à Kellogg son siège, cela ne troublera pas notre gouvernement. Je vous rapporte ceci pour votre information seulement.

E. A. BURKE.

Washington, 26 février 1877.

Gouv. F. T. Nicholls, Nouvelle-Orléans.

Je viens d'avoir une entrevue longue et satisfaisante avec le Président. Il dit sans équivoque qu'il est convaincu que le gouvernement Nicholls est le gouvernement qui devrait exister en Louisiane, et il croit que ce gouvernement se maintiendra parce qu'il a l'appui des meilleurs éléments de l'Etat, tandis que le gouvernement Packard ne peut exister sans l'appui des troupes. Le Président est entièrement opposé, a-t-il dit, à ce que les troupes soient employées pour le maintien d'un gouvernement d'Etat. Il a exprimé franchement l'opinion favorable qu'il a de vous et la confiance qu'il met en votre détermination à assurer un bon gouvernement et à mettre la loi en vigueur. A son avis, il n'y aurait pas intervention avec le gouvernement Nicholls, à moins que, emporté par la passion du pouvoir, des excès violents ne se commettent. Le Président a dit qu'il avait évité d'agir parce qu'il n'avait pas voulu inaugurer une politique de nature à embarrasser son successeur.

E. A. BURKE.

Le major Burke a dit [illegible] Important.

ELLIS.

J'ai alors visité la Chambre des Représentants et M. Ellis me dit qu'il avait reçu une lettre de M. Lamar; que Matthews et Foster, amis de M. Hayes avaient fait des déclarations relativement à ce qu'ils croyaient être les vues de M. Hayes sur la question du Sud, que lui (Ellis) irait de suite à Columbus dans le but de vérifier les déclarations faites.

M. Ellis m'a dit qu'il avait télégraphié au gouv. Nicholls, lui donnant la substance de la communication de Lamar, et lui demandant l'autorisation de se rendre à Columbus et de demander à M. Hayes une vérification des déclarations faites par ces messieurs, qui, croyait-on, renfermaient ses vues. N'étant pas de l'avis de M. Ellis, je télégraphiai au gouverneur.

Le télégramme fut écrit dans la salle de la Chambre des Représentants, et je n'ai pu en trouver une copie. En substance, j'y exprimais l'opinion que la solution finale de la question de la Louisiane dépendait plus des chefs puissants du parti républicain que de M. Hayes; c'est-à-dire que nous savions alors ce qu'étaient les vues de M. Hayes à l'égard de la question du Sud. Nous croyions qu'il avait l'intention d'adopter une politique de conciliation qui nous assurerait le contrôle du gouvernement d'Etat; que tel était son désir, mais, comme je l'ai dit à M. Ellis, à M. Matthews et M. Foster, je ne croyais pas qu'il y eût un homme assez puissant pour mettre à exécution une politique aussi fortement combattue. Que nous n'avions plus besoin de garanties et d'assurances de la part de M. Hayes personnellement, mais qu'il nous fallait avoir les garanties et les assurances des chefs éminents du parti radical; que c'était les Sherman, les Morton, les Garfield et les hommes de cette classe de qui il nous fallait l'assurance qu'ils permettraient à M. Hayes d'inaugurer une politique de conciliation à l'égard de notre peuple.

Donc, selon moi, ce serait perdre du temps, attendu qu'aucune garantie personnelle ne pouvait être exigée de M. Hayes, s'il en était différemment, il faudrait qu'il obtînt les garanties des chefs, sans quoi tout serait inutile. J'ai reçu la visite du gouverneur Dennison, de l'Ohio, et celle de M. Matthews, à qui les vues que je viens d'exprimer, avaient déjà été communiquées dans le cours de conversations que j'eus avec eux les 16, 17 et 18 février, et à qui j'avais antérieurement annoncé, que notre intention était d'entraver le compte des votes, à moins que nous puissions avoir des garanties des chefs du parti républicain. Voici ce que contenait mon exposé des faits au gouverneur Nicholls, le 18 février. En télégraphiant à Nicholls, je voulais lui faire part de notre détermination bien arrêtée de défendre notre gouvernement d'Etat.

Nous avions subi le joug radical aussi longtemps que nous l'avions pu. Nous ne voyons aucune déloyauté en cela, parce qu'il s'agissait du gouvernement général. Nous avions évité constamment toute occasion de conflit avec les autorités fédérales, bien que nous fussions décidés à défendre notre gouvernement contre quiconque essayerait d'installer M. Packard. Donc, toute tentative d'inaugurer le gouvernement de Packard devait plonger notre Etat dans l'anarchie, et si l'anarchie commençait en Louisiane, nous voulions qu'elle devînt générale, mettant dans l'embarras nos amis du parti national aussi bien que nous-mêmes.

Le gouverneur Dennison et M. Matthews sont venus me voir, et m'ont demandé si je refuserais une entrevue avec M. Sherman. Je leur ai répondu que non, certainement. Nous nous sommes immédiatement rendus dans la salle du comité de finances du Sénat. M. Sherman m'a dit qu'il m'avait fait mander pour me consulter au sujet de l'état des choses dans la Chambre.

Ce qu'il voyait là était une intention bien arrêtée de notre part d'entraver le compte des votes.

Il me dit qu'il avait été informé que cette intention avait pour cause les craintes existant dans l'esprit des membres de la Chambre sur la conduite de M. Hayes à l'égard de la Louisiane et de la Caroline du Sud.

Il a exprimé le regret que lui causait la condition des affaires, et a désiré connaître le moyen d'éviter la difficulté. J'ai informé M. Sherman que je n'avais aucune autorisation pour parler au nom de la Chambre des Représentants; que j'étais l'agent accrédité du gouvernement Nicholls; que je partageais sa croyance qu'une forte appréhension existait relativement à la conduite de l'administration vis-à-vis de la Louisiane et de la Caroline du Sud.

Il m'a alors demandé quelles suggestions je pouvais lui faire. J'ai répondu que la seule suggestion était de faire disparaître la cause de cette appréhension. Il m'a demandé comment y arriver. Je lui ai dit qu'il fallait que les amis de M. Hayes allassent au président Grant lui dire que le retrait des troupes n'embarrasserait pas son successeur, mais faciliterait plutôt son inauguration; que tout en n'étant pas autorisé à parler pour les membres de la Chambre, je n'avais aucun doute que cette démarche effacerait tous les obstacles. M. Sherman leva les mains et s'écria: "Il est inutile de parler à Grant, il est entouré de telles personnes et de telles influences que nous ne pouvons espérer rien accomplir avec lui." J'ai répondu: "Pardonnez-moi, je viens de le laisser." Je retirai de ma poche la dépêche que je viens de lire, datée du 26, et dans laquelle Grant disait qu'il était convaincu que le gouvernement de Nicholls était le gouvernement qui devait exister et qui se maintiendrait parce qu'il avait l'appui des meilleurs éléments de l'Etat, qu'à son avis le peuple condamnait l'usage des troupes pour maintenir un gouvernement d'Etat; qu'il n'y aurait pas d'intervention, excepté en cas de désordre, etc.

Je dis que s'ils étaient sincères et allaient dire à Grant que cela n'embarrasserait pas son successeur, il serait dans le cas de rappeler ses troupes de la Louisiane, ce qui ferait cesser l'opposition faite au compte paisible du vote dans la Chambre.

Ils consentirent à aller voir le président Grant le matin suivant. Après une lecture à haute voix de cette dépêche, le Gouv. Dennison dit qu'ils devaient tous exprimer leurs opinions. Il ajouta que tout en n'étant pas autorisé à parler au nom de M. Hayes, il le connaissait cependant, depuis nombre d'années, qu'il était son ami intime, etc.; il connaissait ses vues sur la question et se sentait autorisé par ce qu'il savait, à garantir que les vues exprimées par Grant dans son télégramme adressé à Nicholls, seraient mises à exécution par Hayes s'il était mis en place.

M. Matthews tint le même langage que M. Dennison, et invita M. Sherman à émettre une opinion. M. Sherman approuva la déclaration et dit qu'il engagerait M. Hayes à agir ainsi, s'il devenait Président. Les difficultés qui pouvaient être prévues devinrent le sujet de la conversation. M. Sherman parut redouter le traitement qu'auraient à subir les gens de couleur et l'abandon des républicains de l'Etat; il demanda quelle serait la politique du gouvernement d'Etat, dans le cas où Nicholls serait mis au pouvoir.

Je lui [illegible] une copie du memorandum que j'avais transmis à M. Matthews le 18 février garantissant sous ce rapport la politique du gouvernement Nicholls.

M. Sherman parla alors des difficultés qui surgiraient si deux sénateurs démocrates se présentaient au Sénat, et cela, je crois, dans le but de faire choisir deux républicains comme moyen d'obvier à l'embarras qui aurait lieu.

L'impression semblait être, que si deux réclamants se présentaient cela pourrait donner lieu à des difficultés qui préviendraient la mise à exécution de la politique du Sud. Afin d'obvier à cette difficulté, je suggérai que nous n'élirions pas notre sénateur au long terme à la session régulière de la législature, session touchant à son terme, mais que nous ajournerions l'élection au 10 du mois de mars, donnant ainsi le temps au Cabinet de s'organiser, et que nous demanderions une session extraordinaire dans ce but.

Je dis à ces messieurs que j'étais en communication avec les représentants de la Louisiane et que je les consultais sur toutes les questions relatives aux affaires de cet Etat. Je proposai une conférence qui réunirait les personnes qui déclaraient représenter les vues de M. Hayes à celles qui représentaient les vues de la Louisiane. A la suite de cette suggestion la conférence eut lieu la même nuit à l'hôtel Wormley. MM. Matthews, Garfield, Foster, Sherman, le juge Carter (qui plus tard se retira). Ellis et Levy y assistaient. Comme il ne se trouvait personne qui représentât activement la Caroline du Sud, nous invitâmes M. Watterson du Kentucky à défendre les intérêts de cet Etat. La situation des affaires en Louisiane fut discutée de la manière la plus complète. Nous fîmes le programme projeté du gouvernement de Nicholls, qui était identiquement le même que celui soumis à M. Matthews le 18 février.

D'une autre part, les assurances les plus positives furent données par MM. Matthews, Sherman, Garfield et Foster. Aucun ne déclara qu'il fût autorisé par le président Hayes à parler, mais tous parlèrent d'après la connaissance qu'ils avaient de ses vues, et ils prirent sur eux de garantir que la politique indiquée dans la dépêche autorisée par Grant serait suivie par M. Hayes.

La substance de l'arrangement était contenue dans le télégramme suivant:

Washington, 27 février 1877, 8 h. et demie du matin.

Au gouverneur F. T. Nicholls.

Confidentiel.—Il y a une semaine que nous organisons les moyens d'assurer des garanties à votre gouvernement. Nous avons déjà conféré aujourd'hui et nous conférerons encore ce soir avec Sherman, Matthews, Dennison, Garfield et Foster. Nous répondons de la paix, de l'ordre, de la protection de la loi pour les blancs et les noirs, de l'abstention de toute persécution pour des actes politiques passés, mais nous ne promettons pas d'immunité pour le crime. Nous obtenons en revanche des concessions qui auront graduellement pour résultat votre mise en possession de tous les pouvoirs du gouvernement, par suite de l'éloignement des troupes, de la non intervention et de la révocation des ordres militaires.

Quant au Sénat, les partis y sont si étroitement équilibrés que nos amis pensent que si Kellogg et un démocrate y présentent leurs lettres de créance le 4 mars, il y a tout lieu de craindre que Kellogg ne soit admis. Nous pourrions inclure dans l'arrangement la proposition que la place de sénateur pour le long terme resterait vacante pour le moment et qu'une session extraordinaire serait convoquée le 10 mars pour procéder à l'élection, pourvu que le vote sur l'admission du sénateur au long terme fût différé jusqu'à ce que l'élection en fût faite dans la session extraordinaire.

Nos principaux sénateurs nous assurent que l'admission de Kellogg peut être prévenue jusqu'à ce que la législature élise un sénateur en session extraordinaire. Cet arrangement n'empêcherait pas l'élection immédiate d'Eustis comme sénateur pour le terme le plus court. Il est possible que le président prenne tout de suite une décision qui nous soit favorable. Gibson est malade.

E. A. BURKE,
E. JOHN ELLIS,
WM. L. LEVY.

Columbus, Ohio, 26 juillet 1877.

A l'Hon. W. E. Horn:

Le gouverneur Hayes est absent; il ne peut donc pas y avoir de réponse à un télégramme personnel. Il répondra demain.

THOMAS L. YOUNG.

Washington, 27 février 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans:

Bornez le sujet du télégramme d'hier soir au caucus de la Législature pour le présent et agissez promptement; si la chose est désapprouvée vous perdrez probablement les deux sénateurs. L'arrangement actuel est dirigé par un mouvement organisé pour faire échouer le dépouillement ou sauver la Louisiane et la Caroline du Sud et ne peut être renvoyé au-delà d'aujourd'hui. Nous avons ainsi écarté la question d'un troc et l'honneur et la dignité de l'Etat ne sont pas compromis. Télégraphiez immédiatement quelles sont vos vues, les événements marchant trop vite pour admettre le moindre délai.

E. A. BURKE.

Washington, 27 février 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans:

Il n'est pas certain que le délai en élisant un sénateur pour le long terme augmente les chances de Kellogg. Si l'on est d'accord sur une session extraordinaire, vous pouvez dire qu'elle sera convoquée plus tard quand il sera jugé nécessaire.

ELLIS,
LEVY,
E. A. BURKE.

Nlle-Orléans, 27 février 1877.

A E. A. Burke, E. J. Ellis ou Wm Levy.

Je répondrai longuement plus tard. Le caucus est sur le point d'avoir lieu, probablement avec un résultat satisfaisant. Le rapport à propos de l'Ibérie est faux.

F. T. NICHOLLS.

Nlle-Orléans, 27 fév. 1877.

A E. J. Ellis, ou Wm Levy, chez Willard.

La résolution suivante vient de passer dans le caucus des deux chambres: Le gouverneur est informé que dans l'opinion du caucus la garantie demandée pour l'ordre, la paix et la protection de la loi aux blancs comme aux noirs, l'abstention de persécution pour conduite politique dans le passé sans immunité pour le crime, peut être pleinement accordée. Ce caucus n'élira aucun sénateur pour le long terme avant le moment indiqué dans la session extraordinaire.

F. T. NICHOLLS.

Willard's Hotel
Washington, 27 février 1877.

Hon. Stanley Matthews et associés, Wormley Hotel.

Mes chers messieurs:

Je vous remets ci-inclus copie d'un télégramme expédié au gouv. Nicholls, après la conférence d'hier soir, ainsi qu'une copie de la réponse [illegible] la ratification par le caucus de la Louisiane [illegible] par le gouvernement Nicholls [illegible] sont plus détaillées que dans le télégramme.

Dans l'espoir que le tout vous donnera satisfaction, j'ai l'honneur d'être respectueusement,

E. A. BURKE.

Washington, 27 février 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls.

Les résolutions du caucus ont été reçues, soumises et sont satisfaisantes. L'arrangement tient bon. Eustis comprend-il que ses anciennes lettres de créance sont considérées douteuses par ses amis du Sénat?

E. A. BURKE.

Capitol Washington, 27 fév. 1877.

A E. A. Burke, chez Willard, Washington.

Je désire vous voir dans la salle de la Chambre des Représentants immédiatement.

STANLEY MATTHEWS.

Washington, 27 février 1877.

Au gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans, La.

Nous venons d'être informés par un républicain très haut placé que le Président a dit ce matin qu'aussitôt le dépouillement électoral terminé il ferait savoir au général Augur que tous les ordres donnés antérieurement au sujet du maintien du statu quo sont révoqués et modifiés, excepté en ce qui concerne le maintien de la paix publique. Il a répété ses déclarations précédentes quant à la convenance de l'établissement de votre gouvernement en Louisiane et autorise la dite personne à vous communiquer cette information.

LEVY, BURKE et ELLIS.

Washington, 27 février 1877.

Pendant une entrevue avec le Président, ce matin, dans le cours d'une conversation au sujet des affaires de la Louisiane, il m'a déclaré que dès que le dépouillement électoral serait achevé et le résultat officiellement annoncé, son intention était de notifier le général Augur par le télégraphe, que les ordres militaires donnés pour le maintien du *statu quo* seraient révoqués en tout excepté en ce qui concerne le service des troupes pour le maintien de la paix publique, si cela devenait nécessaire. Il m'a autorisé à communiquer cette déclaration à M. Ellis de la délégation louisianaise.

STANLEY MATTHEWS.

Pour copie conforme,
WM M. LEVY,
E. A. BURKE.

Ce qui suit a été donné à la Presse Associée par le major Burke, le 27 février au soir:

Il n'y a pas eu de marché entre le gouvernement Nicholls et les autorités républicaines en vertu duquel la législature de Nicholls se serait engagée à élire un républicain pour sénateur du long terme. Il y a eu une grande anxiété de la part des Louisianais pour savoir si les promesses de non intervention seront observées par M. Hayes dans le cas où il serait inauguré et il est maintenant certain que des garanties satisfaisantes ont été données pour l'établissement définitif du gouvernement Nicholls. D'une autre part la législature de la Louisiane a autorisé le Gouv. Nicholls à garantir la paix, l'ordre et une justice égale pour blancs et noirs, avec protection pleine et entière dans tous leurs droits et privilèges. Pas de persécutions de républicains pour leur conduite politique du passé, mais pas d'immunité pour le crime. L'élection d'un sénateur pour le long terme sera décidée par la législature dans une session extraordinaire.

Nlle-Orléans, 27 février 1877.

E. A. Burke.

La résolution Hampton Nicholls sera-t-elle appelée demain. Etait-ce par un vote de parti que les règlements n'ont pas été suspendus? Répondez de suite.

F. T. NICHOLLS.

Washington, 27 février 1877.

Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

En relisant les dépêches je m'aperçois que je n'ai pas clairement expliqué que la force réelle des flibustiers est un mouvement anarchique organisé pour sauver la Louisiane et la Caroline du Sud et qu'il est dirigé principalement par des membres qui nous permettent de nous servir d'eux afin de nous procurer des garanties pour notre Etat, mais que nous ne pourrions contrôler dans aucun autre but. Le mouvement a été organisé par nous-mêmes en dehors du concours des adversaires du dépouillement, après que le parti fut démoralisé sans retour. Nos chefs n'ont aucune politique tracée et nous voyons venir l'anarchie—un autre républicain—ou une élection nouvelle sous le régime républicain. D'autre part, le salut pour notre Etat. La résolution de Nicholls et Hampton n'est qu'une [illegible]

E. A. BURKE.

Washington 27 février 1877.

Gouverneur F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

La délégation louisianaise considère qu'il ne serait pas sage de présenter la résolution Nicholls et Hampton en ce moment et les amis de notre parti sont d'accord avec nous. Certaines gens essaient d'assurer la défaite de Hayes, de faire Conkling ou Morton Président et de provoquer une élection nouvelle. On est résolu à rompre les arrangements pris pour la paix et la sécurité de notre gouvernement dans un but de politique nationale et à nous faire ainsi le jouet de cette politique. Nos arrangements vous garantissent par d'autres moyens. Si la résolution était présentée, notre parti la soutiendrait, les républicains qui sont en faveur de la non intervention nous refuseraient leur appui à cause de la portée qu'elle pourrait avoir sur la question nationale.

E. A. BURKE.

Washington, 28 février 1877.

Gouverneur F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Nous avons la déclaration autorisée du Président concernant les ordres militaires par écrit et attestée par le Président à quatre personnes différentes. Nous avons la garantie de Sherman, Dennison, Matthews, Garfield, Foster confirmant l'arrangement tel qu'il a été soumis au caucus, lequel avec la décision du caucus, a été mis par écrit. Nous en avons des copies qui ont été échangées; nous avons aussi par écrit l'assurance de Hayes qu'il est représenté avec exactitude par ses amis ici—Foster et Matthews—de qui nous tenons des garanties écrites. Gibson est rétabli. Ellis est malade aujourd'hui.

E. A. BURKE,
E. J. ELLIS,
WM. M. LEVY.

Washington, 28 février 1877.

Au Gouverneur F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

J'ai eu une entrevue avec le Président ce matin. Il retirera les troupes et défendra toute intervention dans les affaires civiles dès que le dépouillement électoral sera terminé et il m'a dit qu'il informerait du fait Kellogg et Darrall qui attendent une audience. Ne pourriez-vous pas obtenir un quorum de la Chambre aujourd'hui ou demain, et affirmer de nouveau la décision de la législature avant la clôture de la session? Les ordres dont il est question sont donnés et se trouvent au département de la guerre.

E. A. BURKE.

Washington, 1er mars 1878.

Au Gouverneur F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

On dit que la session extraordinaire a lieu demain. Est-il bien entendu qu'il ne doit pas y avoir d'élection pour sénateur du long terme avant le 10 mars, à moins qu'il n'y ait mauvaise foi de la part des républicains ici. Telle est l'entente ici.

E. A. BURKE.

Nlle-Orléans 1er mars 1877.

E. A. Burke chez Willard Washington.

Les républicains ici prétendent que l'ordre du Président rappelant les troupes est dans leur intérêt, ce qui leur permettra de faire une sortie, prendre la maison de cour et les stations de police avant que nous puissions nous rallier ou ramener les troupes des casernes. Nous avons lieu de croire que Packard recrute ses forces afin de tenter la prise des bâtisses. Je n'y ai pas mis de fortes garnisons me fiant au statu quo. Je pourrais mettre sur pied une force suffisante pour rendre toute attaque une folie et reprendre dans peu de temps les bâtisses même si elles étaient enlevées par surprise à moins d'en être empêché par nos relations fédérales. Portez ces faits à la connaissance du Président. Demandez-lui si, Packard faisant une sortie et prenant les bâtisses en vue de ma répugnance d'y mettre une garnison et de les placer sur un pied de guerre, nous ne pourrions pas les reprendre. Autrement Packard ne recevrait-il pas l'ordre de rétablir les choses telles qu'elles étaient auparavant. Il est inutile d'ajouter que nous pourrions facilement en finir avec lui, si ce n'était la crainte d'une intervention.

F. T. NICHOLLS.

Nlle-Orléans, 1er mars 1877.

Maj. E. A. Burke, Washington.

Je comprends parfaitement. Pas d'élection de sénateurs avant le dix.

F. T. NICHOLLS.

Nlle-Orléans, 1er mars 1877.

E. A. Burke.

Session extraordinaire convoquée pour demain et devant se prolonger quinze jours.

F. T. NICHOLLS.

Washington, 1er Mars 1877.

Gouv. F. T. Nicholls, Nlle Orléans.

La lutte fatigante des flibustiers, sans but, continue. La déclaration finale se fera probablement demain à 1 heure. Le Président a dit aujourd'hui que si le dépouillement se terminait ce soir, il n'avait pas de doute que nous serions paisiblement en possession demain.

E. A. BURKE.

Washington, 2 mars.

Gouv. F. T. Nicholls, Nlle Orléans.

Hayes et Wheeler déclarés élus à quatre heures et quart. Protégez votre gouvernement dans toutes ses branches jusqu'à ce que nous voyions le Président.

E. A. BURKE.

Washington, 1er Mars 1877.

Gouv. F. T. Nicholls,

Faites-moi savoir au Capitole aujourd'hui s'il s'est passé quelque chose d'important, avez-vous la perspective d'un quorum à la Chambre pour aujourd'hui? Faites un grand effort pour l'obtenir.

E. A. BURKE.

Washington, 2 mars 1877.

Au juge Stanley Matthews:

Dans le but de se faire reconnaître et de changer la situation des choses à la Nouvelle-Orléans, Packard fait un effort désespéré pour fomenter des troubles et provoquer des actes de violence. Je tiens de bonne source qu'en cela il est poussé par des personnes à Washington qui ne sont [illegible]. L'envoi immédiat d'ordres militaires défendant l'emploi des troupes pour appuyer son gouvernement ainsi que toute intervention dans les affaires civiles de l'Etat, préviendrait une foule de désordres. S'ils attaquent, le sang coulera. Je suis à la Maison Blanche.

Respectueusement,

E. A. BURKE.

Washington, 2 mars 1877.

Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Le président dit avoir envoyé hier une dépêche à Packard le prévenant que les troupes ne sauraient être plus longtemps employées à soutenir l'un ou l'autre des prétendants et qu'il ne pense pas que Packard s'avisera de prendre l'offensive. Le président a envoyé cette dépêche afin de le prévenir si telles étaient ses intentions.

Le président dit que des instructions ont été données qui révoquent tous les ordres pour le maintien du statu quo, et que si vous ni Packard n'êtes tenus de l'observer, il désire qu'il soit bien compris que le peuple de la Louisiane est aussi libre d'intervention fédérale dans ses affaires que le peuple du Connecticut et qu'il n'y aura pas plus de disposition d'intervenir en Louisiane que dans l'Etat de New York.

Le Président pense avec nous que vous devez lancer immédiatement une proclamation recommandant la protection, l'amnistie et la paix. L'un de nous lui ayant demandé si les troupes interviendraient dans le cas où les fonctionnaires de Nicholls prendraient possession des places dans l'Etat, sans recourir à la violence, il a répondu que non, que les troupes ne seraient employées, comme elles l'ont été à New York dans une certaine circonstance, et comme elles le seraient encore dans quelque Etat que ce soit, que pour réprimer des émeutes contre lesquelles les autorités civiles seraient impuissantes. Nous avons aussi la dépêche précédente d'hier au Président qu'il a revisée de sa propre main et qui nous affirme [illegible] que dans sa forme actuelle elle est absolument correcte.

E. A. BURKE,
R. L. GIBSON,
E. J. ELLIS,
WM. M. LEVY.

Pour copie conforme,
E. A. BURKE.

Washington, D. C., 2 mars 1877.

Au gouv. Francis T. Nicholls, Nlle-Orléans.

J'ai vu le Président. Il dit qu'il a donné des ordres au gén. Sherman à 1 heure et qu'ils devaient avoir été reçus par Augur à 4 heures. Nous attendons Sherman qui a dit que sur les 3 heures les ordres avaient été expédiés.

R. L. GIBSON,
E. B. PENN.

Washington, D. C. 2 mars 1877.

Gouv. F. T. Nicholls.

Dans notre opinion, vous devriez prendre possession de toutes les places dans l'Etat immédiatement, sans violence populaire et sans effusion de sang.

E. A. BURKE,
R. L. GIBSON,
E. JOHN ELLIS,
WM. M. LEVY.

Washington, [illegible] mars 1877.

Au gouv. F. T. Nicholls.

[illegible] le général Augur [illegible] instructions [illegible] télégraphe. Le Président entend que le général Augur éloigne les troupes du voisinage de la maison d'Etat. Nous vous conseillons de lancer une proclamation aussi vite que possible, embrassant les points garantis par nous. Qu'elle soit modérée, pacifique, et saluant l'aurore de meilleurs temps. Nous conseillons à l'assemblée générale d'inviter cordialement tous les absents à prendre leurs sièges et d'aider à l'œuvre de la restauration de la paix, de l'ordre et d'un bon gouvernement.

E. A. BURKE,
R. L. GIBSON,
E. JOHN ELLIS,
WM. M. LEVY.

Washington, 2 mars 1877.

Au gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Dépêche de la Nlle-Orléans: "La Ligue Blanche sous les armes se préparant à attaquer la maison d'Etat. Républicains effrayés, et Kellogg et Cie faisant circuler des rumeurs de projets de violence." Tenez-nous au courant de tout mouvement local de quelque importance. Lancerez-vous la proclamation aujourd'hui? Envoyez-nous la nouvelle par le télégraphe.

E. A. BURKE.

Washington, 2 mars 1877.

Au gouv. F. T. Nicholls.

L'ordre du Président a soulevé une violente opposition ici, et Hayes aura beaucoup d'embarras avec les extrêmes de son parti. Toute violence donnerait un avantage aux extrémistes. Tous les membres du cabinet, moins un, ont dit qu'ils s'étaient opposés à l'ordre du Président.

E. A. BURKE.

Nouvelle Orléans, 2 mars 1877.

A E. A. Burke.

Aucune démonstration quelconque ici. Pas de danger d'aucune violence par notre population. La proclamation sera lancée aussitôt que je saurai que les ordres ont été reçus.

F. T. NICHOLLS.

Washington, 2 mars 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Si le général Augur a reçu des instructions, dites-nous par le télégraphe ce qu'elles sont. Nous n'avons reçu aucun télégramme d'aujourd'hui. Si le général Augur n'a rien reçu, il peut être vrai, comme on le dit, que les instructions ont été envoyées au bureau télégraphique mais qu'elles ne sont point parties. Le Président croit que les instructions ont été envoyées. Nous allons aux renseignements et nous vous tiendrons au courant. Le Président rectifiera si elles n'ont pas été reçues dans la matinée.

E. A. BURKE.

Chambre des Représentants
Washington D. C. 2 mars 1877.

Hon. Stanley Matthews.

Mon cher monsieur: A 6 heures du soir le gouverneur Nicholls rapporte qu'il n'y a point eu de démonstration, et qu'il n'y a aucun danger de violence de la part de notre population. A 7.55 du soir le général Augur n'a reçu aucun ordre. On dit ici que les ordres ont été suspendus.

Respectueusement,

E. A. BURKE.

Washington D. C. 2 mars 1877, à 7 heures du soir.

A son Excellence, U. S. Grant.

M. le Président.—Vous trouverez ci-inclus le télégramme du gouverneur Nicholls, Nouvelle-Orléans, 6 heures du soir portant "Pas de démonstration ici, pas de danger de violence de la part de notre population. La proclamation sera lancée aussitôt qu'Augur signifiera qu'il a reçu les ordres." On rapporte que ces ordres n'ont pas été transmis.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement,

E. A. BURKE.

Washington, D. C. 2 mars 1877, 8 heures du soir.

A son Excellence, U. S. Grant.

M. le Président.—Télégramme du gouverneur Nicholls reçu à 7:55 du soir. "Des gens du quartier général de l'armée ici disent qu'aucun ordre relatif à l'éloignement des troupes n'a été reçu jusqu'à cette heure. Comment cela se fait-il? Réponse vite."

Pouvez-vous me dire quelle réponse il faut faire?

J'ai l'honneur d'être très respectueusement,

E. A. BURKE.

Nouvelle Orléans, 2 mars 1877.

A E. A. Burke, Hotel Willard.

Augur a reçu une copie du télégramme et nous l'a envoyée, depuis la dernière dépêche. La proclamation suggérée a été lancée.

F. T. NICHOLLS.

Washington 2 mars 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

[illegible] la dépêche d'hier au Président [illegible] changeant quelques mots immatériels, et il nous autorisa à dire qu'elle est absolument correcte. [illegible] Voyez à ce qu'elle soit publiée avec votre proclamation [illegible]. Je regrette beaucoup que vous n'ayez pas informé Augur [illegible] que Sherman et Augur comprennent maintenant [illegible] du Nord.

E. A. BURKE.

Washington 3 mars 1877.

Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Le Président nous a répété hier soir que les ordres pour préserver le *statu quo* sont expirés. Le général Augur comprend-il les instructions comme nous le faisons? [illegible] la dépêche de Pitkin qui dit que [illegible] les instructions du Président ne changent ou ne modifient en aucune manière le *statu quo*. [illegible]

R. L. GIBSON,
E. A. BURKE,
E. J. ELLIS,
WM. M. LEVY.

Nlle Orléans, 3 mars 1877.

A E. A. Burke, R. L. Gibson, E. J. Ellis ou Wm. M. Levy, Hotel Willard, Washington, D. C.

Augur a demandé des instructions ultérieures; il a suspendu l'ordre en ce qui a trait au *statu quo* [illegible] à ce que les ordres positifs soient envoyés à Augur sur le *statu quo*. Demandez au président [illegible] à reprendre la résistance.

F. T. NICHOLLS,
L. A. WILTZ.

Washington 3 mars 1877, à 3 heures du soir.

Au gouv. Nicholls, Nlle-Orléans.

Je viens d'envoyer au Président votre dépêche concernant les instructions d'Augur. Il a répondu par le télégraphe que tout irait bien quand Augur verrait notre dépêche autorisée par lui.

E. A. BURKE.

Washington, 3 mars 1877, à 5 heures du soir.

Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

J'ai répondu au Président que le général Augur n'aurait d'égard à la dépêche autorisée par lui, en autant qu'elle lui arriverait par un canal officiel. [illegible] Augur une copie de la dépêche [illegible] à Nicholls autorisée par lui. Le Président m'a fait dire qu'il avait fait à cela mais à sa manière.

E. A. BURKE.

Washington, 3 mars 1877.

Au gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Confidentiel.—Le général Sherman a dit en conversation: "Dites à Nicholls qu'il doit aller doucement," voulant dire par là que Hayes aurait de grandes difficultés à surmonter, [illegible] direction. Le général Sherman a dit qu'Augur n'interviendrait pas dans l'exécution des procédures du [illegible].

E. A. BURKE.

Washington, 3 mars 1877, à 4:30 du soir.

Au gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Le général Sherman dit qu'il enverra promptement une copie de l'exposé autorisé par le Président, si le Président l'endosse, mais il n'interprétera pas le télégramme à Packard.

E. A. BURKE.

Washington, D. C., 3 mars, 1877.

Aux gouverneurs Nicholls et Wiltz.

Les mieux informés croient que Hayes et ses amis ont l'intention d'exécuter les assurances données. Beaucoup de craintes d'une attaque contre la maison d'Etat. L'opinion presque universelle ici est que si une effusion de sang était provoquée par nous, ce serait une cause d'accusation pour violation des conditions de paix, irriterait le Nord et rendrait impossible à Hayes de remplir les engagements de ses amis. Généralement on croit que votre gouvernement ne sera pas troublé, mais qu'il sera graduellement établi quand le gouvernement de Hayes sera organisé, et que votre vraie politique est de vous renforcer graduellement avec l'appui des Cours, du peuple, de la non intervention militaire et finalement de défendre votre gouvernement, si vous êtes jugés. On croit que Packard succombera par défaut de soutien.

E. A. BURKE.

Nlle-Orléans, Lne, 4 mars 1877.

A E. A. Burke, Hôtel Willard, Washington, D. C.

On en aura fini avec le bill du Revenu vers midi. Quand il sera adopté, vous serez nommé. Je ferai les nominations aussitôt que le bill sera signé. Nous avons besoin de vous ici et vous n'avez rien de mieux à faire que de revenir tout de suite.

F. T. NICHOLLS.

Washington, 3 mars 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans, Lne.

A qui remettrai-je les documents et les informations contenant les arrangements et la situation ici? Je désire que vous ne désigniez qu'une seule personne, attendu que les autorités se plaignent qu'il y a déjà trop de gens se disant représentants des affaires de la Louisiane. Je partirai aussitôt que j'aurai reçu votre réponse.

E. A. BURKE.

Nlle-Orléans, 4 mars 1877.

E. A. Burke, Hôtel Willard, Washington.

Je désigne Penn. Envoyez par le télégraphe un plein exposé de l'état actuel de nos affaires.

F. T. NICHOLLS.

Barksville, Va., 5 mars 1877.

Au Gouv. F. T. Nicholls, Nlle-Orléans.

Je n'ai pas pu voir Penn, pour lui montrer les dépêches qui le désignent. Je lui enverrai les papiers sans explication, pour cause de départ, recommandant de mettre votre intérêt dans les mains des Représentants de la Louisiane et que Penn ou autres s'occupant de négociations soient chargés de les consulter jusqu'à ce que je revienne.

E. A. BURKE.

Les compliments de M. Burke au sénateur Sherman avec l'information que M. Burke partira pour la Louisiane, à minuit, et demande l'honneur de quelques moments d'entrevue avec le président Hayes avant son départ. Une réponse laissée chez le général Gibson sera considérée avec une prompte attention.

Washington, 4 mars 1877.

Au gouv. F. T. Nicholls.

Nous avons eu une entrevue avec le Président Hayes. Il nous assure que sa politique sera conciliante et il demande qu'on évite toute occasion [illegible] d'écarter les difficultés et de préparer la voie. Il paraît être anxieux et désireux d'aller dans la bonne direction.

R. L. GIBSON,
E. A. BURKE.

Le major Burke a dit ici: J'ai eu cette fois une entrevue avec le Président Grant, et dans cette entrevue il m'a dit qu'il retirerait les troupes du voisinage de la maison d'Etat, et le mode et la méthode d'opérer en conséquence furent discutés; et ce fut en conséquence de l'entière intention qu'il conseilla de lancer une proclamation, assurant que le gouvernement de Packard disparaîtrait de la scène.

Le major Burke a dit alors: Quand l'assurance distincte fut donnée par le Président Grant qu'il retirerait les troupes, c'était en réponse à un puissant appel que nous lui fîmes. Nous lui dîmes qu'avec un trait de plume il pouvait [illegible] devant les gens du Sud, et il consentit [illegible] et dit que les troupes seraient retirées.

Interrogé par M. Stenger—Cet arrangement a-t-il jamais été couché par écrit?

R—Ce fut écrit dans les télégrammes adressés au Gouv. Nicholls ainsi que dans nos rapports. J'ai donné à Stanley Matthews copie de tels et une copie de nos garanties.

D—Y a-t-il eu aucun accord signé?

R—Non, monsieur.

D—Savez-vous si, ou non, Sherman avait avant ce temps fait à Hayes une visite.

R—Il a fait une visite. Je pense qu'il [illegible] une avant et une après.

L'interrogatoire a été ici suspendu, et M. Stenger a ordonné une suspension jusqu'à nouvel ordre.